

La crise du Golfe persique et le fait que le détroit d'Ormuz ne soit plus libre, nous rappellent que l'agriculture et l'alimentation sont des affaires de puissance, de stabilité, de souveraineté et de paix.

Sébastien Abis, directeur du Club DEMETER, chercheur associé à l'IRIS, enseignant, chroniqueur et auteur.

DU GOLFE PERSIQUE À L'ENJEU ALIMENTAIRE MONDIALISÉ

La guerre entre l'Iran, Israël et les États-Unis ne constitue pas une rupture isolée. Elle s'inscrit dans une trajectoire longue, faite d'accumulation de tensions, de conflits non résolus et d'absences de solutions durables. Dans ce Moyen-Orient divisé, fragmenté et souvent déchiré, les crises s'additionnent depuis des décennies sans jamais véritablement se refermer. Au mieux, on cesse le feu. Au pire, on lance des bombes, on abîme les sociétés et l'on prépare les colères de demain. Le mal-développement, les inégalités, les fractures territoriales et les vulnérabilités sociales gagnent du terrain dans la plupart des pays de la région. La paix est devenue un vœu pieux dans un espace où la confiance n'existe pas, où la rivalité s'exprime avec fracas. L'essor économique spectaculaire des monarchies du Golfe avait pu laisser croire à l'émergence d'îlots de stabilité, de prospérité et de projection internationale.

Mais les événements actuels changent la perspective. Les attaques ciblées de Téhéran, les perturbations maritimes et les destructions sur les infrastructures énergétiques révèlent brutalement les vulnérabilités de ces États.

L'Iran ne peut pas mener une guerre frontale, symétrique et durable face à Israël et aux États-Unis. Il déplace donc le curseur du conflit sur deux terrains complémentaires : l'extension géographique de la crise et son élargissement économique. Dans un monde interdépendant, l'instabilité du Moyen-Orient ne peut jamais rester locale. Elle devient systémique, dans l'espace comme dans le temps. Cette crise circule par les détroits, les marchés, les ports, les pipelines et les comportements de moins en moins coopératifs des acteurs, nations comme opérateurs privés.

Dans ce contexte, il nous faut constater que les problèmes alimentaires se mondialisent. Non pas qu'ils fussent moindres depuis le début de ce siècle, bien au contraire, mais ce qui change actuellement, c'est que des fragilités émergent également dans les puissances agricoles et les pays où la nourriture ne manque pas. Le risque alimentaire ne se résume plus à l'absence de denrées. Il tient désormais à la volatilité des prix, à la dépendance aux engrais, aux ruptures logistiques, aux chocs énergétiques, aux sécheresses qui s'intensifient, aux restrictions commerciales et à la nervosité des États.

ORMUZ ET LES ENGRAIS VERS LE MONDE

Le détroit d'Ormuz concentre cette réalité. On l'évoque souvent comme un robinet pétrolier. C'est exact, mais désormais insuffisant. Par ce passage maritime transitent environ 20 millions de barils de pétrole par jour, soit près d'un tiers du commerce maritime mondial de pétrole. Mais Ormuz, c'est aussi du gaz naturel liquéfié, du gaz de pétrole liquéfié, des produits raffinés, des engrais azotés, de l'urée, de l'ammoniac. Autrement dit, ce n'est pas seulement l'énergie du monde qui y circule : ce sont aussi les conditions matérielles de l'agriculture contemporaine.

La crise actuelle montre que l'agriculture et l'agro-industrie ne sont jamais très loin des hydrocarbures. Il faut du pétrole pour transporter, mécaniser, irriguer, transformer, réfrigérer. Il faut des navires pour acheminer les céréales, les oléagineux, les intrants et les produits alimentaires. La sécurité alimentaire mondiale repose donc sur une équation beaucoup plus large que la seule production agricole et de ses déterminants géographiques (climat, ressources, etc.). Elle dépend aussi de l'énergie, des passages maritimes, de la



Un agriculteur épand de l'engrais dans sa rizière à la périphérie de Srinagar, au Jammu et Cachemire, le 14 juin 2026. Avec le blocus du détroit d'Ormuz, la crise des engrais touche l'Asie et les pays qui produisent leurs engrais à partir de gaz importé du Golfe, comme le Pakistan, le Bangladesh ou l'Inde./NAZIR/NURPHOTO VIA GETTY IMAGES

finance, de la science, de l'innovation et des politiques déployées par les États. La crise actuelle dans le Golfe persique produit des effets bien au-delà de la région. C'est d'ores et déjà le cas sur le prix de l'énergie, sur le commerce international et cela sera aussi de plus en plus le cas sur l'alimentation dans le monde, par ces effets à la fois économiques, logistiques et sociaux.

Le sujet des engrais est probablement l'un des plus sensibles. La crise a déjà renchéri le cours moyen des engrais d'environ 30 %, et jusqu'à 40 % pour les engrais azotés. Il faut du gaz pour fabriquer les engrais azotés, ces fertilisants qui ont permis au XX^{ème} siècle d'augmenter significativement les rendements agricoles et ainsi répondre au défi de la croissance démographique. Le gaz représente environ 80 % du coût de production de l'ammoniac. Lorsque le prix du gaz double, les coûts de fabrication des engrais suivent presque mécaniquement. Les pays les plus exposés sont ceux qui cumulent dépendance aux importations d'engrais, faibles marges agricoles et faible pouvoir d'achat des agriculteurs, calendrier de semis serré et insécurité alimentaire déjà forte dans

ces nations. En Afrique, la vigilance porte donc sur le Sahel, la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Est et australe. Mais tout le continent est concerné : il importe en moyenne ces dernières années 17 % de ses fertilisants du Golfe et 25 % de ses engrais azotés. Dans cette crise, le Maroc devient encore plus stratégique car il est l'un des grands pôles mondiaux des phosphates et des engrais phosphatés, avec l'OCP comme acteur central. Cela ne veut pas dire que le Maroc remplace le Golfe persique pour l'azote, mais il devient encore davantage un pivot de sécurité fertilisante, notamment pour l'Afrique. Reste qu'il est touché par la tension sur le soufre dont 40 à 50% sort du Golfe persique, or il est nécessaire pour faire des solutions phosphatées solubles.

Cette crise sur les engrais (disponibilité de volume et renchérissement des prix) avait déjà démarré avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 par la Russie, géant mondial des engrais azotés et de la potasse également. Il faut insister sur un point : les pays riches paient plus cher leurs engrais ; les pays pauvres produisent moins. C'est toute la différence entre une crise de coût et

une crise de sécurité alimentaire. Dans l'UE, les agriculteurs sont en sous-capacité financière et sont nombreux à mettre moins d'engrais, ce qui pourrait provoquer de moindres rendements en 2026 et surtout 2027. Dans l'UE, l'écart s'amplifie pour les agriculteurs entre leur coût de production et leurs revenus tirés des marchés. La Commission européenne a donc décidé d'intervenir sur le sujet des engrais pour tenter de limiter les impacts, bien que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), qui concerne les engrais, constitue un élément additionnel aux tensions de prix vécues par les agriculteurs pour fertiliser les sols et les plantes.

Avec Ormuz bloqué, la crise des engrais touche désormais l'Asie et des pays qui produisent leurs engrais à partir de gaz importé du Golfe : Pakistan, Bangladesh ou Inde. D'ailleurs, le premier ministre Narendra Modi se concentre beaucoup sur cette question, puisque l'agriculture et la sécurité alimentaire en Inde sont des piliers essentiels. D'autres pays restreignent leurs exportations d'engrais pour protéger leur marché intérieur, comme la Chine l'a

Le paradoxe du Golfe persique est saisissant : elle concentre une part considérable des réserves mondiales de pétrole et de gaz, mais elle demeure structurellement dépendante de l'extérieur pour son alimentation

déjà fait. Cette géopolitique des engrais est essentielle car elle conditionne les récoltes. Moins d'engrais, ou des engrais trop chers, ce sont des arbitrages difficiles pour les agriculteurs. Ce sont des rendements potentiellement plus faibles. Ce sont des prix alimentaires plus élevés. Ce sont des États plus inquiets et donc davantage stockeurs, au détriment des marchés. Et ce sont parfois des sociétés plus fragiles, car l'inflation alimentaire n'est pas appréciée par des consommateurs dont la dépense la plus quotidienne est celle liée à se nourrir. C'est donc aussi la plus illustratrice de pouvoirs d'achat limité ou contracté.

ORMUZ ET LA NOURRITURE VERS LE GOLFE PERSIQUE

Le paradoxe du Golfe persique est saisissant. Cette région concentre une part considérable des réserves mondiales de pétrole et de gaz. Mais elle demeure structurellement dépendante de l'extérieur pour son alimentation. Les pays du Golfe importent une part majeure de leurs besoins alimentaires : 90 % pour Bahreïn, 80 % pour Koweït, 70 % pour l'Irak, Qatar et Oman, 60 % pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. À noter que ce taux est bien moindre en Iran, environ 25 %, en raison d'un territoire plus grand et plus agricole, quand bien même l'épuisement de la nappe phréatique sous l'Iran constitue une immense bombe géopolitique à retardement pour demain. Le manque d'eau en Iran, déjà au cœur des revendications populaires ces derniers mois dans le pays, sera un défi central dans les prochaines années.

Cette dépendance alimentaire des monarchies du Golfe est géographique, climatique et hydrique. Les sols arables sont rares, l'eau manque terriblement, l'aridité augmente, les villes grandissent sur les littoraux ou au milieu des déserts, les populations consomment davantage,

les touristes affluent. Les monarchies du Golfe ont bâti une puissance financière et logistique impressionnante, mais leur sécurité alimentaire reste suspendue à des flux extérieurs. 15 % des achats de riz dans le monde sont réalisés par les pays riverains du Golfe persique. En volailles, les quantités importées ne cessent de croître également, pour répondre aux nouvelles consommations régionales. En moyenne annuelle 2023-2025, ces pays ont polarisé à l'achat 2,2 millions de tonnes en volailles, soit 17 % des approvisionnements de la planète ! Concrètement, ce sont près d'un milliard de poulets (congelés) qui transite chaque année par bateau par le détroit d'Ormuz ! La majorité d'entre eux sont d'origine brésilienne. Chaque année, ce sont aussi 15 à 20 millions de tonnes de grains qui entrent dans le Golfe persique. Le Brésil y envoie du maïs et du soja, la Russie et l'Australie du blé. Les pays de la région ont d'ailleurs accru leurs achats durant l'hiver 2025-2026, avec des volumes deux fois supérieurs aux moyennes, afin de renforcer leurs stocks de céréales. Mais ces réserves ne couvrent généralement que trois à quatre mois de consommation. La sécurité alimentaire y repose donc sur une équation fragile : de l'argent, des ports ouverts, des routes sûres, des fournisseurs fiables et des stocks suffisants. Si l'un de ces paramètres logistiques se dérègle, la vulnérabilité apparaît. Quand Ormuz est bloqué, c'est aussi un problème dans le sens des entrées vers ce Golfe persique dont le quotidien alimentaire est lié à la possibilité de traverser sans difficulté ce détroit maritime minuscule (Ormuz ne pèse que 0,1 % de l'océan mondial...).

Il faut ajouter à cette dépendance alimentaire une dépendance hydrique encore plus décisive. Les pays du Golfe concentrent environ 50 % des capacités mondiales de dessalement, dont 25 % pour la seule Arabie saoudite. Près de

100 millions de personnes dépendent directement de cette eau dessalée pour avoir le produit alimentaire de très loin le plus consommé au monde : l'eau potable. Dans cette région, le pétrole fait la richesse, mais l'eau rend la vie possible. Cette formule résume l'une des grandes contradictions du Golfe. Les hydrocarbures permettent de financer les importations alimentaires, les infrastructures, les villes, les ports, les technologies. Mais sans eau, rien ne tient. Or cette eau dépend elle-même d'infrastructures énergétiques, littorales et industrielles vulnérables. Une marée noire, une attaque sur une usine de dessalement, une perturbation énergétique majeure ou un blocage maritime prolongé pourraient avoir des conséquences humaines considérables. Dans une région aussi désertique, toucher à l'eau reviendrait à frapper directement les sociétés. Risques hydriques et pénuries alimentaires : ce conflit peut devenir une crise de subsistance pour tous les pays du Golfe persique.

ORMUZ, MIROIR DU DOUBLE TIC-TAC GÉOPOLITIQUE ET CLIMATIQUE

La crise dans le Golfe intervient dans un monde où la construction de l'offre alimentaire est déjà fragilisée par des évolutions géopolitique et climatique préoccupantes. Comme je l'ai analysé dans un récent essai prospectif, *Veut-on nourrir le monde? Franchir l'Everest alimentaire en 2050* (Armand Colin 2024), l'agriculture est plus que jamais stratégique dans ce siècle des vertiges car elle doit répondre à des enjeux de sécurité, de soutenabilité et de santé. Or pour relever un tel défi, deux dérèglements lui font face.

Le premier est géopolitique. Nous sommes définitivement entrés, depuis la pandémie de Covid-19, dans cette ère des hippopotames, féroces, véloces et polygames. Les relations internationales et intersociales se durcissent, les événements s'enchaînent et vont de plus en plus vite, les alliances et les solidarités se délitent au profit de stratégies pragmatiques et transactionnelles. Force est de constater que le droit, le multilatéralisme et la coopération déclinent. Or quand les ressources rares – comme l'eau, les terres arables, les engrais minéraux ou les énergies – s'expriment dans un cadre géostratégique en tensions permanentes, il ne suffit plus de payer pour les obtenir. Il faut dévelop-

per une approche géopolitique bien plus large, car les interdépendances peuvent être arsenalisées par certains acteurs.

Le second dérèglement est climatique. Inutile de préciser en détails la complexité de l'équation, bien connue, sachant que nous devrions connaître un phénomène de super *El Niño* dans les prochains mois, mais pour aller à l'essentiel, sur les prochaines années, indiquons que les extrêmes vont s'intensifier (chaleurs, sécheresses, précipitations intenses, stress hydrique, appauvrissement des sols) ; que les risques sanitaires vont augmenter pour les végétaux, les animaux et les écosystèmes naturels ; que les capacités d'adaptation au réchauffement seront très disparates selon les pays et selon les moyens financiers / technologiques que certains mettront en œuvre et que d'autres n'auront pas. Produire demain en agriculture ne sera pas impossible, mais plus difficile partout. Produire régulièrement sera ardu. Produire autant pourrait ne pas être possible dans certaines zones du globe.

C'est cet ensemble incertain et imprévisible qui métamorphose la situation, car l'inconstance productive, en agriculture, est à la fois pénalisante pour les agriculteurs mais plus largement pour les pays et les consommateurs. La volatilité des prix peut s'accompagner de ruptures de disponibilités physiques sur les marchés, surtout si le contexte géopolitique décrit précédemment persiste, car tout le monde sera concentré à protéger ses besoins intérieurs. La souveraineté alimentaire ne sera pas solidaire, elle sera solitaire. Et donc contrairement à ce que l'on pouvait parfois entendre, le défi alimentaire du XXI^{ème} siècle ne sera donc pas seulement qualitatif. Il restera aussi quantitatif et productif, tout en devant composer avec la transition écologique et la réduction de l'empreinte environnementale de cette activité... vitale. Devons-nous la décarboner intégralement ou davantage hiérarchiser demain les émissions de CO₂, entre celles qui relèvent de besoins indispensables et celles liées à des activités moins utiles ?

MISES EN PERSPECTIVE

Depuis plusieurs décennies, l'Humanité a beaucoup produit. Trop et sans partage équitable des ressources. Certes, mais les rendements ont progressé, la recherche scientifique a transformé

Quand les ressources rares – l'eau, les terres arables, les engrais minéraux ou les énergies – s'expriment dans un cadre géostratégique en tensions permanentes, il ne suffit plus de payer pour les obtenir. Il faut développer une approche géopolitique bien plus large

l'agriculture, les échanges ont augmenté et la sécurité alimentaire s'est améliorée, bien qu'elle reste encore source de criantes disparités et que près d'un milliard d'individus dans le monde ne mange pas à leur faim. Mais cette réussite s'est construite sur des dynamiques collectives qui tendent désormais à s'estomper : énergies disponibles, progrès technologiques, routes commerciales ouvertes et élargies, partage d'expériences entre les nations et les opérateurs du secteur.

Ces conditions s'érodent sous nos yeux, à l'instar de ces flux maritimes qui pourraient ne plus être aussi fluides qu'auparavant. Or 80 % du commerce agricole et alimentaire mondial se fait par la mer. Ce commerce a quadruplé en volume depuis le début du XXI^{ème} siècle, car les écarts se creusent entre offre agricole et demande située dans des régions où la poursuite de l'augmentation démographique maintient la pression sur l'alimentation en volumes à fournir. Et à cela s'ajoute la qualité et la diversité dans l'assiette, partout demandées, notamment par ces milliards d'urbains qui sont de plus en plus dépendants de celles et ceux qui les nourrissent, depuis des contrées rurales lointaines et pas toujours valorisées. Cette situation traduit une réalité simple : le monde mange grâce aux échanges. Les pays ne produisent pas tout ce qu'ils consomment. Les régimes alimentaires se diversifient. Les villes grandissent. Les classes moyennes progressent. Les productions rurales demeurent essentielles. Les dépendances croisées se multiplient.

La guerre dans le golfe Persique et le fait que le détroit d'Ormuz ne soit plus libre s'inscrivent dans un scénario global où la problématique géopolitique agricole et alimentaire change peu à peu. Le sujet n'est plus seulement : « Combien pouvons-nous produire ? » Il devient : « Pouvons-nous produire avec régularité ? Et qui aura la capacité de me vendre ce que je cherche ? ». Un

pays qui produit beaucoup mais de manière instable inquiète les marchés. Un pays qui dépend trop des importations s'inquiète lui-même. Un pays qui subit une inflation alimentaire durable voit sa cohésion sociale menacée. Un pays qui ne maîtrise ni ses engrais, ni son eau, ni ses routes logistiques perd une part de sa souveraineté. La mondialisation alimentaire n'a pas disparu. Elle se reconfigure et devient plus nerveuse. Elle montre que les interdépendances économiques n'empêchent plus les rivalités géopolitiques. La sécurité alimentaire n'est jamais acquise : elle doit être pensée, construite et sécurisée tous les jours, à plus forte raison dans un monde où les chocs sont plus fréquents.

Pour la région du Moyen-Orient, pour les pays du pourtour de la Méditerranée, pour l'UE aussi et son avenir, il en va comme du reste de la planète : nourrir ne peut attendre ; l'agriculture est une clef du futur, d'autant qu'elle va devoir proposer cette biomasse nécessaire à la sortie du tout hydrocarbure. Moins de pétrole, c'est davantage d'agricole ! Et donc là encore, chaque pays fera des choix à propos de ces transitions : soit il mise sur l'agriculture pour renforcer son autonomie stratégique, alimentaire et énergétique ; soit il marginalise cette activité ou ne peut la développer faute de conditions géographiques ou politiques favorables, et ce pays sera alors dans les mains du reste du monde.

La crise du Golfe persique nous rappelle que l'agriculture et l'alimentation sont des affaires de puissance, de stabilité, de souveraineté et de paix. Pour dérisquer le futur, il faudra demain produire avec constance, transporter avec sécurité, fertiliser avec discernement, irriguer avec prudence, commercer avec confiance et coopérer malgré les rivalités. C'est peut-être là l'un des plus grands défis du siècle : dans un monde qui se fragmente, faire tenir l'essentiel. Donc l'agriculture et l'alimentaire./